



SOLIDARITÉ

«Les alternatives à Chiquita existent»

A rebours des pratiques toxiques des multinationales, la fondation TerrEspoir commercialise de manière solidaire les fruits bio produits par des planteur·ses camerounais·es.

LUNDI 11 MAI 2026 GUY ZURKINDEN



Producteur·ices de bananes de la coopérative TerrEspoir dans la région de Bafoussam, à l'ouest du Cameroun. Pour une centaine d'agriculteur·ices, la vente directe de fruits tropicaux en Suisse permet une amélioration concrète des conditions de vie. LEO RUFFIEUX

COMMERCE ÉQUITABLE ▶ «Un autre modèle est non seulement nécessaire, mais déjà en place.» Le 4 mai, la fondation TerrEspoir réagissait à l'enquête de Public Eye sur les conditions de travail toxiques au sein des plantations de bananes de la multinationale Chiquita. Depuis trente ans, la petite structure vaudoise concrétise une approche radicalement différente. Elle travaille avec une coopérative regroupant une centaine d'agriculteur·ices, dont elle distribue les fruits en Suisse romande. Les principes de cette collaboration: une rémunération juste des producteurs

et productrices, le respect des droits humains et une agriculture sans intrants chimiques. *Le Courrier* s'est entretenu avec Marion Record, coordinatrice TerrEspoir à Bussigny.

Comment est née l'expérience de TerrEspoir?



Marion Record: Dans les années 1990, deux ONG helvétiques, Pain pour le Prochain – devenu depuis l'Entraide protestante – et le Département missionnaire (DM), ont mis sur pied une coopération en agronomie entre le Cameroun et la Suisse, notamment. Dans la foulée, elles ont créé TerrEspoir en 1996, à la demande des cultivateur·ices. Le but de la fondation était de commercialiser des fruits tropicaux de première qualité en Suisse.

L'expérience a rapidement été un succès, car les produits sont bien meilleurs que ce qu'on trouve dans les supermarchés. Trente ans après, TerrEspoir, travaille avec une centaine de familles au Cameroun, dont les champs sont répartis sur près de 400 kilomètres – ce qui permet une grande diversité de produits. Nous vendons des fruits tropicaux cultivés selon les principes de la culture biologique et de l'agroforesterie, en favorisant des variétés locales – comme la banane-pomme ou la mangue Emeraude, typiques du Cameroun.

Comment s'organise cette coopération?

TerrEspoir fonctionne sans intermédiaires, selon les principes du commerce équitable. Toutes les semaines, nous passons une commande à notre coopérative locale, qui réunit les agriculteur·ices partenaires. C'est elle qui organise la collecte – en camion – en fonction de la demande, et paie les paysan·nes en cash dès qu'elle récupère les fruits. Sur place, toutes les décisions sont prises par les producteur·ices, qui définissent en assemblée générale leur organisation, les zones et produits à planter.

Quels sont les apports de ce partenariat pour les producteur·ices?

Les revenus touchés via TerrEspoir représentent entre 50% et 70% des revenus des agriculteur·ices. Cela permet d'améliorer concrètement leurs conditions de vie: construire leur maison, envoyer les enfants à l'école, avoir accès aux soins et à une alimentation de meilleure qualité. J'étais au Cameroun le mois dernier, les producteur·ices me l'ont confirmé: pour elles et eux, cette filière de revente fait une énorme différence.

«Un tel modèle est peut-être plus long à mettre en place, mais il représente l'avenir» Marion Record

Il faut préciser que nous n'écoulons qu'une partie de la production de ces paysan·nes, afin qu'ils et elles ne soient pas totalement dépendant·es du marché suisse, et pour éviter de grandes disparités de revenus au sein des villages. En parallèle, ils et elles continuent donc à vendre les produits sur le marché local.

Quelle est la part du prix de vente de la banane qui revient à ces agriculteur·ices?

Environ 30% du prix leur est versé [contre 7% en moyenne dans l'industrie de la banane]. Nous faisons en sorte de maintenir ce pourcentage, en évitant de répercuter nos propres problèmes – par exemple l'augmentation du prix du fret – sur nos partenaires. Ce n'est pas facile dans une période comme celle-ci, marquée par la hausse du prix des transports. Pour une petite structure comme la nôtre, la distribution reste un gros défi.



Producteur·ices de bananes de la coopérative TerrEspoir dans la région de Bafoussam, à l'ouest du Cameroun. LEO RUFFIEUX

Quels sont vos points de vente en Suisse?

Nos produits sont disponibles dans notre propre boutique à Bussigny, dans tous les Magasins du Monde et dans certaines épiceries solidaires. Des réseaux de particulier·ères distribuent aussi les fruits dans leur entourage. A cela s'ajoutent les ventes sur notre site internet et au marché de Lausanne. En tout, nous avons environ 2500 client·es régulier·ères.

Est-ce suffisant pour permettre une autonomie financière?

Pour couvrir intégralement nos charges, nous devrions importer 100 tonnes de fruits par an. Nous en sommes à 80 aujourd'hui. Cette situation nous oblige à chercher des aides financières – notamment auprès de nos client·es, qui arrondissent souvent les prix vers le haut. Nous ne recevons aucun financement public, mais bénéficions encore de l'aide de DM, une des ONG fondatrices de TerrEspoir.

On est loin de l'échelle de production de Chiquita. Vous pensez qu'il est possible de concurrencer de tels géants?

Oui. Les modèles de production-consommation à taille humaine, respectueux des droits, des personnes et de l'environnement, représentent une vraie alternative. Les cultivateur·ices dont nous commercialisons les produits aiment leur travail, même si ce dernier est difficile, et celui-ci leur garantit des conditions d'existence dignes. A l'autre bout de la chaîne, en Suisse, les client·es nous remercient car nous offrons des produits de qualité, respectueux des travailleur·ses et de l'environnement. Un tel modèle est peut-être plus long à mettre en place, mais il représente l'avenir. Pour qu'il puisse s'étendre, il est nécessaire que les gens sachent qu'il est possible, aujourd'hui déjà, de manger des bananes sans pesticides, et dont la production n'implique pas la surexploitation des planteur·ses.

Cet article est réalisé par la rédaction du *Courrier*. Il n'engage que sa responsabilité. Dans sa politique d'information, la [Fédération genevoise de coopération \(FGC\)](#) soutient la publication d'articles pluriels à travers des fonds attribués par la Ville de Genève.

INTERNATIONAL SOLIDARITÉ GUY ZURKINDEN COMMERCE ÉQUITABLE CAMEROUN

AUTOUR DE L'ARTICLE
